



Villa Decker, Millewee
Dessin : J.P. Beffort

**Interesseverain Gaasperech a.s.b.l. - IVG
Syndicat d'intérêts locaux de Gasperich - SILGP**

Fondé en 1932 – association sans but lucratif

RCS : F 4681

www.gasperich.lu



Administration Communale
de la Ville de LUXEMBOURG
**À l'attention du Collège des
bourgmestre et échevins**
42, place Guillaume II

Par porteur avec copie pour tampon

L-2090 LUXEMBOURG

Luxembourg, le 03 août 2016

Concerne : Réclamation contre l'évaluation environnementale stratégique (EES/SUP) menée à l'occasion de la refonte du Plan d'Aménagement Général (ci-après « PAG ») de la Ville de LUXEMBOURG

Madame le Bourgmestre, Mesdames et Monsieur les Échevins,

Par la présente, l'*Interesseverain Gaasperech* - Syndicat d'intérêts locaux de Gasperich a.s.b.l., une association sans but lucratif, établie et ayant son siège social à L-1540 Luxembourg, 29, rue B. Franklin, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro F4681, représentée par son conseil d'administration actuellement en fonctions, vous soumet une réclamation contre l'évaluation environnementale stratégique (EES/SUP) au sens de l'article 7 de la loi du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement (ci-après la « Loi »).

Notre association considère qu'au niveau local, elle défend un intérêt général et ceci conformément à l'article 1^{er} sub b) des statuts en vigueur et est de ce fait parfaitement admissible à formuler une réclamation écrite.

Nous considérons en effet que l'évaluation environnementale stratégique menée dans le cadre de la refonte du PAG de la Ville de LUXEMBOURG est incomplète, incohérente, et ne respecte pas les exigences de l'article 5 de la Loi, selon lequel :

« Lorsqu'une évaluation environnementale est requise en vertu de l'article 2, un rapport sur les incidences environnementales est élaboré, dans lequel les incidences notables probables de la mise en œuvre du plan ou du programme, ainsi que les solutions de substitution raisonnables tenant compte des objectifs et du champ d'application géographiques du plan ou du programme, sont identifiées, décrites et évaluées suivant les dispositions de l'alinéa 2. »

Sous réserve des paragraphes 1 et 2 de l'article 6, les informations à fournir en vertu du présent article sont les suivantes :

- a) un résumé du contenu, les objectifs principaux du plan ou du programme et les liens avec d'autres plans et programmes pertinents ;*
- b) les aspects pertinents de la situation environnementale ainsi que son évolution probable si le plan ou programme n'est pas mis en œuvre ;*
- c) les caractéristiques environnementales des zones susceptibles d'être touchées de manière notable ;*
- d) les problèmes environnementaux liés au plan ou au programme, en particulier ceux qui concernent les zones revêtant une importance particulière pour l'environnement telles que celles désignées conformément aux directives 79/409/CEE et 92/43/CEE ;*
- e) les objectifs de la protection de l'environnement, établis au niveau international, communautaire ou national, qui sont pertinents pour le plan ou le programme et la manière dont ces objectifs et les considérations environnementales ont été pris en considération au cours de leur élaboration ;*
- f) les effets notables probables sur l'environnement incluant les effets secondaires, cumulatifs, synergiques, à court, à moyen et à long termes, permanents et temporaires, tant positifs que négatifs, et comprenant les thèmes de la diversité biologique, de la population, de la santé humaine, de la faune, de la flore, des sols, des eaux, de l'air, des facteurs climatiques, des biens matériels, du patrimoine culturel, architectural et archéologique, des paysages et des interactions entre ces facteurs ;*
- g) les mesures envisagées pour éviter, réduire et, dans la mesure du possible, compenser toute incidence négative notable de la mise en œuvre du plan ou du programme sur l'environnement ;*
- h) une déclaration résumant les raisons pour lesquelles les autres solutions envisagées ont été sélectionnées, et une description de la manière dont l'évaluation a été effectuée, y compris toute difficulté rencontrée (les déficiences techniques ou le manque de savoir-faire) lors de la collecte des informations requises ;*
- i) une description des mesures de suivi envisagées conformément à l'article 11 ;*
- j) un résumé non technique des informations visées aux points ci-dessus ».*

1. L'évaluation environnementale stratégique est incomplète

Au premier abord, il est frappant de constater que l'évaluation environnementale stratégique (EES/SUP) est incomplète alors qu'elle ne comprend notamment pas de descriptif des mesures envisagées pour éviter, réduire et/ou compenser les incidences négatives de la mise en œuvre du projet de PAG (point g) de l'article 5), ni même de réelle déclaration résumant les raisons pour lesquelles telle option a été privilégiée sur telle autre (point h) de l'article 5).

De plus, en retenant une « *hohe Auswirkung* » pour « *Schutzgut Pflanzen, Tiere, biologische Vielfalt* », « *national Art. 17 un EU geschützte Lebensräume* » et « *national geschützte Tiere und Pflanzen* », l'*Erheblichkeitsmatrix* semble beaucoup plus nuancée et semble faire abstraction de données élémentaires.

Ceci est d'ailleurs confirmé par le Ministre de l'Environnement qui retient que pour la surface « Ga03 » : « *le rapport environnemental devrait tirer au clair le statut de protection juridique des structures existantes. En l'état, les différents propos restent*

évasifs voire contradictoires¹ » (voir prise de position du Ministre ayant l'environnement dans ses attributions datée du 2 mars 2016).

Il convient encore de rappeler que la zone destinée à être urbanisée est un lieu de passage de la cigogne (voir <http://gasperich.lu/cigognes/>).

Il est ainsi particulièrement surprenant que cet élément ne soit même pas mentionné dans l'évaluation environnementale stratégique, alors même que la cigogne est une espèce protégée au niveau international, au niveau européen et au niveau national, en particulier par les textes suivants :

- Convention de Berne relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe (Annexe 2)
- Convention de Bonn sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage (Annexe 2 et accord AEWA)
- Directive 2009/147/CE du Parlement européen et du Conseil du 30 novembre 2009 concernant la conservation des oiseaux sauvages, dite « Directive Oiseaux » (Annexe 1)
- Règlement grand-ducal du 9 janvier 2009 concernant la protection intégrale et partielle de certaines espèces animales de la faune sauvage

Il ressort d'ailleurs implicitement mais nécessairement de l'avis du Ministre de l'Environnement du 2 mars 2016, que les exigences des directives « Habitats » et « Oiseaux » n'ont pas été suffisamment prises en compte².

Dans ce contexte, il n'est pas seulement question de cigognes (*ciconia ciconia*), mais également de chauve-souris (*chiroptera*), de faucons crécerelle (*Falco tinnunculus*) oiseau de l'année en Allemagne en 2007 et oiseau de l'année en 2008 en Suisse, de buses variable (*buteo buteo*) et d'autres oiseaux protégés par les textes. Ces espèces ont besoin d'habitats et de terrains de chasse ouverts qui ne peuvent être remplacés par un parc ou d'autres structures vertes tel qu'envisagées. Il ne faut jamais oublier que tout scellement du sol, toute nouvelle construction réduit, certes sensiblement, mais forcément, le milieu et l'habitat naturel des espèces protégés.

Ces circonstances s'expliquent probablement par le fait que le bureau *Öko-log Freilandforschung* n'a pas intégré la prise de position de la Centrale Ornithologique³, fait qui, en soi, réduit considérablement la pertinence de l'évaluation environnementale stratégique.

En outre, l'avis du Ministre de l'Environnement souligne également le caractère lacunaire de l'étude qui n'approfondi pas suffisamment la problématique des biotopes (article 17 de la loi modifiée du 19 janvier 2004 relative à la protection de la nature)⁴, ainsi que la thématique importante de la consommation du sol (point f) de l'article 5 de la Loi) à propos de laquelle il est écrit :

*« Il convient toutefois de constater que le bureau d'études ne fait qu'effleurer cette thématique »*⁵.

L'étude est également incomplète en ce sens qu'elle n'aborde pas la question des risques liés à la construction des immeubles situés notamment dans les rues Richard Wagner et Georges Clemenceau sur, semble-t-il, des anciens sites de dépôts de décombres. Tout nouveau lotissement pourrait avoir pour conséquence un affaissement et, dans la pire

¹ Page 18, souligné par nos soins.

² Page 3.

³ Page 7.

⁴ Page 9.

⁵ Page 10.

des hypothèses, un glissement des immeubles existants. Il semblerait aussi qu'un lac souterrain existe sous le ban de Gasperich, soit sous le futur parc et probablement le PAP NQ « Parc de Gasperich » : sceller le sol en présence de terre à haute teneur en argile crée et accroît sensiblement le risque d'inondation comme l'actualité l'a tristement démontré dans la vallée de l'Ernz.

2. L'évaluation environnementale stratégique est incohérente

Nous mettons énergiquement en cause, les études préparatoires, notamment environnementales. Pour ne prendre que l'exemple *Öko-log Freilandforschung* en page 83, il est fait état d'une évaluation concernant Gasperich (la zone GA_3 en particulier). Or, le rapport relate qu'il s'agit de l'Ortslage « Beggen ».

Cette incohérence d'analyse laisse soupçonner de graves erreurs et irrégularités, de sorte que l'ensemble des analyses faites en préparation du projet de PAG est remis en cause.

Comme le relève également le Ministre de l'Environnement, « l'analyse de l'état initial présentée est très succincte et manque de relief. Elle aurait mérité d'être nuancée davantage selon les spécificités des espaces concernés avec à la clef **une hiérarchisation au niveau des différents enjeux évalués** »⁶. Or, le but premier d'une évaluation environnementale stratégique est précisément de mettre en balance tous les intérêts et enjeux d'un plan avant d'en tirer une conclusion argumentée et justifiée. Il est pourtant extrêmement difficile de justifier objectivement les choix et orientations privilégiés sans une telle hiérarchisation.

S'en suivent un certain nombre d'incohérences assez incompréhensibles.

Par exemple, dans la zone GA3, sont relevés plusieurs niveaux pour lesquels l'impact du projet de PAG est important : « *Schutzgut Bevölkerung un Gesundheit des Menschen* » (rouge) et « *Schutzgut Pflanzen, Tiere, biologische Vielfalt* » (rouge). Malgré tout, la *Strategische Umweltprüfung für den PAG Stadt Luxemburg* conclut que pour cette zone, une construction des parcelles peut être réalisée⁷. Le même schéma est repris s'agissant de la zone GA7⁸.

Il ressort également que, pour toutes les zones du quartier de Gasperich étudiées (GA1 à GA12), le projet de PAG présente un niveau d'incidence classé « *V-sehr hohe Auswirkung* » en matière de « *Pflanzen, Tiere, biologische Vielfalt* », alors même qu'aucune réelle proposition alternative ou de compensation n'est évoquée.

Dans un autre ordre d'idées, le document dressé pour les chiroptères ne prend pas en compte le cadre juridique en vigueur, reposant sur le principe dit des 3 piliers, et n'a manifestement pas suivi le guide d'orientation « *Arbeitshilfe zur Voreinschätzung (Screening) einer möglichen Betroffenheit von Fledermäusen im rahmen von PAGs* » édité par le Ministère de l'environnement.

Partant, le contenu de l'évaluation environnementale stratégique est hautement critiquable en ce qu'il n'intègre pas les exigences respectives des dispositions de l'article 12 de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant les objectifs de conservation de la zone protégée communautaire (et transposant la directive « Habitats »), les dispositions des articles 20 et suivants de cette même loi, ni celles de l'article 17.

En outre, les échantillons d'étude pris pour la zone de Gasperich sont incohérents et ne semblent reposer sur aucun critère objectif. En effet, pourquoi ne pas soumettre une zone pressentie de parc à une évaluation sur les incidences, alors que toute manipulation

⁶ Page 3.

⁷ Page 300.

⁸ Page 306.

d'un milieu naturel, que ce soit par une urbanisation ou une modification de l'agencement naturel est initiée par la main de l'homme et aura indiscutablement des effets sur le milieu naturel. Il est dès lors hasardeux d'exclure du champ d'étude les parcelles sises entre les zones d'études GA_3, GA_5 et GA_6⁹. Dans ce contexte, il est également malvenu de libeller un document « Fledermausgutachten », alors que le document en tant que tel ne semble être qu'un projet (« Entwurf ») datant de 2015.

Finalement, il est frappant de constater que les effets cumulés entre la suppression du milieu naturel restant à Gasperich, notamment moyennant scellement du sol, et la suppression du milieu naturel vers Kockelscheuer, notamment au lieu-dit « Beim kleinen Weiher » et alentours par la construction d'un stade de football, n'ont pas été analysés, du moins leur impact n'a pas fait l'objet de conclusions communiquées au grand-public.

En plus, dans sa lettre du 02 mars 2016 le Ministre de l'Environnement suggère à la page 20 : « *Kockelscheuer : L'évaluation des surfaces **K001** et **K003** devrait prendre en considération les planifications en cours pour le nouveau stade de football et la nouvelle ligne de desserte ferroviaire ainsi que les conclusions dégagées dans le cadre du rapport environnemental établi pour cette occasion. Il a pu être constaté que la réalisation des infrastructures présupposera la mise en œuvre de mesures compensatoires conséquentes dans un contexte spatial déterminé. Il est évident que la zone de loisirs projetée par le projet de PAG sur ces trois surfaces est à voir sous une même lumière et ne ferait en principe donc qu'augmenter substantiellement le volume de la compensation. Je recommanderai donc vivement d'abandonner l'idée d'une nouvelle zone de loisirs et de tirer profit de ces terrains pour la mise en œuvre des mesures compensatoires d'ores et déjà prévisibles dans le contexte du projet « stade de foot ». ...»*

* * *

Partant, nous estimons que l'évaluation environnementale stratégique ne correspond pas aux exigences de l'article 5 de la Loi, en particulier des points f), g) et h).

Nous invitons dès lors Madame le Bourgmestre, Mesdames et Monsieur les Échevins à lancer une étude complémentaire visant à pallier les lacunes de l'évaluation environnementale stratégique et de revoir le projet de PAG en conséquence alors que ses conséquences sur l'environnement n'ont pas été correctement définies.

Confiants des bons soins que vous réserverez à la présente, nous vous prions d'agréer, Madame le Bourgmestre, Mesdames et Monsieur les Échevins, l'expression de nos salutations distinguées.

Pour l'Interesseverain Gaasperech - Syndicat d'intérêts locaux de Gasperich a.s.b.l.



Nico WENNMACHER
Vice-Président



Jacquie LAKAFF
Secrétaire

⁹ Voir étude Fledermaus-Screening Stadt Luxemburg (Entwurf 2015), Page 56

Annexes :

1. Lettre ouverte du Syndicat d'intérêts locaux de Gasperich a.s.b.l.
2. Lettre du Syndicat d'intérêts locaux de Gasperich a.s.b.l. relatif à la détérioration de la qualité de vie en cas de prolongation des rues Hogenberg, Richard Wagner, Aristide Brian et Jacques Stas
3. Plan du carrefour Gluck
4. Etude sur la saturation des axes routiers (Bewertung « à chaud » der Straßenbelastung (Tagesverkehr) 2020
5. Etude sur les nuisances sonores
6. Courrier du Ministre de l'Environnement du 2 mars 2016
7. Extrait de l'Öko-log Freilandforschung
8. Extrait de l'étude préparatoire ne reprenant pas de zone violette (pp 248 et 249)
9. Wirkungsmatrix für unbebaute Flächen KO01
10. Wirkungsmatrix für unbebaute Flächen KO02
11. Wirkungsmatrix für unbebaute Flächen KO03
12. Fledermaus-Screening Stadt Luxemburg (Entwurf 2015) – page 1 et extrait du site pag.vdl.lu
13. Extrait du magazine Regulus n°4 de l'année 2015 « *Der Grüngürtel der Stadt Luxemburg und die « Zone verte interurbaine » Quo vadis ?* »